

Mâcon

Réfugié afghan, Rohullah Nikzad a été accompagné vers l'emploi durable

Réfugié afghan, Rohullah Nikzad a signé il y a quelques semaines un contrat à durée indéterminée au sein de la société Itron. Une embauche qui fait suite à un accompagnement par l'entreprise Sirac.

Il a 23 ans. « À cause de la guerre », avec sa famille, il a dû quitter ses terres afghanes. Réfugié en France depuis 3 ans, c'est loin de chez lui que Rohullah Nikzad tente de se reconstruire une vie. « Je voulais continuer mes études de développeur web ; mais c'était compliqué au niveau de la langue, des diplômes... J'ai donc décidé de trouver un emploi », témoigne le jeune afghan.

En mai dernier, c'est au sein d'un des fleurons de l'industrie mâconnaise, Itron, spécialisé dans la fabrication de compteurs d'eau, que Rohullah a signé un contrat à durée indéterminée. Il est désormais opérateur de production dans l'usine de la rue Ampère, qui emploie quelque 340 personnes.

« Ils m'ont beaucoup beaucoup aidé »

Ceci à l'issue d'un long processus d'intégration porté par l'entreprise Sirac. « Ils m'ont beaucoup beaucoup aidé et accompagné étape par étape »,



Rohullah Nikzad a signé un CDI chez Itron après 6 mois de mise à disposition par la société Sirac. Photo Johan Bozon

appuie Rohullah, reconnaissant.

Présélectionné en lien avec les opérateurs de l'accueil de réfugiés, ce dernier a été embauché en CDI par Sirac ; puis mis à disposition d'Itron durant 7 mois. « Notre objectif est d'accompagner les personnes vers une embauche en CDI dans leur entreprise », décrit

Molly Pomares, consultante en ressources humaines chez Sirac. « S'il n'y a pas d'embauche, leur contrat continue chez nous et nous les repositionnons ailleurs. »

En trois ans, Sirac a ainsi employé 53 personnes ; très majoritairement des Afghans mais aussi beaucoup de Soudanais, des Ukrainiens aussi.

60 % ont conservé une activité en CDI, dans l'entreprise d'accueil ou en restant chez Sirac. 15 % sont sortis du dispositif durant leur période d'essai.

Des entreprises du Mâconnais Clunisois mobilisées

Dans le Mâconnais Clunisois, plusieurs entreprises

jouent le jeu de cette insertion par l'emploi des bénéficiaires de la protection internationale : Oxso, Massilly, MPS, Jousseau (01). Et donc Itron, chez qui quatre travailleurs ont été mis à disposition lors d'une première vague. « Les valeurs du groupe sont l'intégration et l'inclusion, quelles qu'elles soient », indique Jean-Philippe Fieldes, directeur d'Itron Mâcon, qui a reçu ce lundi une délégation emmenée par le préfet Dominique Dufour, dans le cadre de la semaine de l'intégration des primo-arrivants.

Pour réussir la sienne chez Itron, Rohullah Nikzad a bénéficié de l'appui d'une collègue, sa « marraine », Évelyne Lemonon.

« Je voulais quelque chose de stable »

Cette semaine, c'est le frère aîné de Rohullah qui va faire ses premiers pas chez Itron. Tout comme Timothée Mayassi, 39 ans, réfugié originaire de la République démocratique du Congo. « Pour moi, Sirac est idéale pour mon intégration dans la vie professionnelle. Ça fait 2 ans et demi que je suis en France, je faisais de l'intérim et je voulais quelque chose de stable. »

● Johan Bozon

Le dispositif de Sirac va s'étendre au Rhône

Ce lundi, c'est en ouverture de la semaine pour l'intégration des primo-arrivants que le dispositif porté par Sirac a été présenté. Une délégation conduite par le préfet de Saône-et-Loire Dominique Dufour a effectué une visite de l'entreprise Itron. « S'il faut être ferme dans la lutte contre l'immigration illégale, nous avons le devoir d'accueil et de formation pour ceux qui sont en situation légale » a fait valoir le représentant de l'État en Saône-et-Loire.

La société Sirac, basée dans le Rhône à Villeurbanne, a été fondée en 2009 par Baptiste Dumas. Entreprise de travail à temps partagé (ETTP), elle recrute en CDI des salariés



Une délégation emmenée par le préfet Dominique Dufour a visité Itron ce lundi matin à l'occasion de la semaine pour l'intégration des primo-arrivants. Photo Johan Bozon

qualifiés dans leur domaine dans le but de les mettre à disposition ensuite au sein des entreprises utilisatrices.

En Saône-et-Loire, depuis 2023, elle travaille donc également à l'insertion de plusieurs bénéficiaires de la protection internationale (BPI).

En deux ans, une quinzaine d'entreprises du département ont fait appel à elle pour identifier des candidats et faciliter leur intégration. 53 personnes ont été suivies dans le cadre de ce dispositif.

Elle a été missionnée dans le cadre du contrat de plan État-Région pour étendre sa démarche dans le département du Rhône.